

**DELIBERATION N° 0 DE L'ASSEMBLEE DE CORSE**

**SEANCE DU**

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le , s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

**VU** le règlement n° 3577/92 du 7 décembre 1992 concernant l'application du principe de la libre circulation des services aux transports maritimes à l'intérieur des États membres ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment ses articles L. 4424-18 et suivants,

**VU** le Code des transports,

**VU** la délibération n° 13/263 AC de l'Assemblée de Corse du 20 décembre 2013 portant sur les obligations de service public de transport maritime de passagers et de marchandises entre Marseille, Toulon, Nice et les ports de Corse,

**VU** la délibération n° 17/234 AC du 28 juillet 2017 de l'Assemblée de Corse décidant de l'attribution des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des services de transport maritime,

**VU** les consultations publiques relatives au périmètre du service public de transport maritime de passagers et de marchandises entre la Corse et le continent conduites entre le 9 février et le 2 mai 2018,

**SUR** le rapport de M. le Président du Conseil Exécutif de Corse et de la Présidente de l'Office des transports de la Corse,

**CONSIDÉRANT** que par délibération du 20 décembre 2013, l'Assemblée de Corse a défini le périmètre des obligations de service public de transport maritime de passagers et de marchandises entre les ports de Marseille, Toulon, Nice et les ports de Corse,

**CONSIDÉRANT** que des études relatives au besoin de service public ont été réalisées entre juillet 2017 et avril 2018 et, pour consolider les résultats de ces études, les usagers, les opérateurs économiques et les compagnies maritimes ont été invités à exprimer leurs visions du périmètre du besoin de service public sous la forme de deux consultations publiques conduites entre les mois de février et mai 2018,

**CONSIDÉRANT** que, sur la base du résultat de ces études et des consultations publiques, la carence des opérateurs économiques à répondre à la demande des utilisateurs de services de transport maritime entre la Corse et le continent justifie de renouveler, en le modifiant, le périmètre des obligations de service public pour une durée de dix ans, jusqu'au 30 septembre 2029,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** les obligations de service public de transport maritime de passagers et de marchandises entre les ports de Marseille, Toulon, Nice et les ports de Corse, telles que figurant en annexe de la présente délibération. Elles s'appliquent à compter du 1er octobre 2019 et pour une durée de 10 ans, jusqu'au 30 septembre 2029.

**ARTICLE 2 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à prendre toutes les mesures nécessaires à la modification du périmètre des obligations de service public.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI